

FAMILY POLICIES, FEMALE PARTICIPATION AND INEQUALITIES

Ce projet évalue l'impact des politiques de garde d'enfants sur les inégalités d'accès à ces services et leurs conséquences en termes d'inégalités socioéconomiques d'accès au marché du travail ainsi que sur les inégalités de niveau de vie des mères.

Axe politiques socio-fiscales

Clément CARBONNIER



Co-directeur de l'axe politiques socio-fiscales du LIEPP. Professeur d'économie à l'Université Paris 8, chercheur au

laboratoire d'économie dyonisien (LED) et chercheur affilié à la Chaire en fiscalité et finances publiques, Université de Sherbrooke (Canada). Clément Carbonnier étudie l'impact de la fiscalité sur le comportement des agents économiques.

Emanuele FERRAGINA



Professeur associé de sociologie à l'Observatoire Sociologique du Changement (OSC), Sciences Po et Associate Member au Department of

Social Policy and Intervention de l'Université d'Oxford. Emanuele Ferragina s'intéresse à l'économie politique de l'Etat Providence, aux déterminants individuels et macro du capital social et de la participation sociale, et aux usages innovants de la méthode comparative.

Equipe de recherche :

- Julien BLASCO
- Montserrat BOTEY
- Esme LILLYWHITE
- Edoardo MAGALINI
- Teva MARESCAUX

Cadre théorique et questions de recherche

Une récente revue de la littérature sur le sujet (Ferragina, forth) - couvrant 238 études d'économie, de sociologie, de science politique et de démographie sur 45 pays - montre que malgré un nombre d'articles important sur le sujet, d'importantes zones d'ombre persistent.

L'objet de ce projet est de contribuer à lever une part de celles-ci. En particulier, nous nous attacherons à documenter la manière dont les politiques fiscales ainsi que les politiques familiales interagissent avec les inégalités socioéconomiques et les partages genrés des tâches à l'intérieur des foyers pour façonner des inégalités croisant les aspects socioéconomiques et de genre dans l'accès au marché du travail.

Cette question sera abordée sous plusieurs angles, matérialisés par **quatre work package (WP)** :

- **Le premier – WP1** – concerne l'analyse descriptive sur longue période de l'évolution conjointe des politiques redistributives et familiales ainsi que des compositions familiales et des participations féminines au marché du travail selon les catégories socioprofessionnelles. Ceci permettra de dessiner la contribution de ces facteurs à l'évolution des inégalités sociales et de revenu depuis les années 1970.
- **Le second – WP2** – s'attache à décrire de manière précise les barrières à l'accès aux modes de gardes collectifs dans le département français de la Seine-Saint-Denis.
- **Le troisième – WP3** – teste l'éventuelle causalité entre les politiques familiales et les différences de participation féminine au marché du travail en France.
- **Le quatrième – WP4** – teste l'éventuelle causalité entre les politiques familiales et les différences de participation féminine au marché du travail en Italie.

Ce projet constitue la continuation et l'approfondissement dans un cadre interdisciplinaire des travaux théoriques et empiriques développés, notamment pas les deux porteurs du projet, dans des cadres disciplinaires : la sociologie et la science politique pour le premier et l'économie pour le second. En effet, l'analyse des inégalités socioéconomiques liées aux caractéristiques de l'emploi féminin, en relation avec les politiques de garde d'enfants, nécessite une approche interdisciplinaire et le croisement de différentes méthodologies.

Méthodologie et premiers résultats

Pour traiter cette problématique, les différents Work Packages sont basés sur des approches et des méthodologies différentes.

- ❖ **Le premier work package – WP1** – base son travail sur l'analyse de données longitudinales représentatives des ménages français depuis 1970 jusqu'à 2018. Ces données, nouvellement mises à disposition à la suite d'un travail de mise en cohérence [Blasco et Picard, 2019], sont issues d'appariement entre des données d'enquêtes sur le profil sociodémographique des ménages (composition familiale, profession, statut d'activité) et de données fiscales et sociales sur les revenus (revenus d'activité, retraites, impôts, prestations sociales).
- ❖ **Le deuxième work package – WP2** – Dans les politiques de la petite enfance, la France se distingue des autres pays européens par ses investissements élevés et son accès inégal aux modes d'accueil collectifs pour les familles issues des milieux les plus défavorisés. Plusieurs études se sont intéressées aux facteurs qui participent au développement de ces inégalités. Toutefois ces études ne sont pas en mesure d'apprécier les spécificités administratives du système français au sein duquel les inégalités se révèlent. Nous proposons une approche qualitative basée sur le 'cas crucial' de la Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de France métropolitaine et avec le niveau d'accès le plus faible aux modes d'accueil collectifs. L'étude s'appuie sur 28 entretiens réalisés auprès de personnes ayant recours au système de prise en charge. Nous montrons que les inégalités d'accès sont aussi liées aux mécanismes administratifs de l'offre de service qui exercent une influence importante sur la prise en charge et l'accompagnement des enfants issus de milieux défavorisés.

- ❖ **Le troisième work package – WP3** – se base sur une analyse quantitative à partir des modules mode de garde des enquêtes emploi de 2005, 2010 et 2018. Des questions sur les utilisations effectives des différents modes de garde et ses raisons (problème d'horaire, de coût, de possibilité effective d'obtenir une place ou de volonté d'offrir un certain type de garde à ses enfants) seront croisées avec les caractéristiques sociodémographiques et géographiques des parents, ainsi que leur activité – en termes de métier, de temps de travail, de rémunération...
- ❖ **Le quatrième work package – WP4** – Nous observons un processus de formalisation du recours à la garde d'enfants avec une réduction parallèle de la garde non formelle pour les couples; ce processus est plus lent pour les mères célibataires. Nous constatons aussi un paradoxe par rapport à l'approche de l'investissement social : la relation entre le recours à la garde d'enfants et l'emploi maternel est plus forte dans les pays qui ont récemment étendu les services de garde d'enfants pour modifier leur orientation en faveur des hommes, mais dans ces pays, le recours à la garde d'enfants est plus stratifié en fonction de la classe sociale et des types de contrats, ce qui est préoccupant pour les résultats des stratégies d'investissement social en dehors de la Scandinavie. Il est possible d'établir un lien entre la stratification sociale et la littérature féministe : les ménages où les partenaires ont des niveaux de revenus plus similaires utilisent davantage les services de garde d'enfants. Enfin, nous explorons les différences dans ces relations entre cinq modèles de politique familiale.

Dimension interdisciplinaire

Le projet dans son ensemble est interdisciplinaire dans le sens où la problématique se trouve être une question particulièrement étudiée à la fois par les littératures d'économie, de science politique et de sociologie. L'intérêt de ce projet est qu'il permet de faire discuter ces littératures, notamment en abordant des questions façonnées dans certaines disciplines et en les interrogeant avec les outils méthodologiques développés dans d'autres. Ceci est d'autant plus crucial que si la revue de littérature (Ferragina, forth.) a montré que les différentes disciplines des sciences sociales avaient fortement investi ce champ d'études, elles l'avaient fait en s'ignorant réciproquement, passant à côté d'une part de la connaissance qui nécessite au contraire un dialogue interdisciplinaire.

Contribution à l'évaluation des politiques publiques

Chaque partie de ce projet, ainsi que la discussion finale entre les résultats, participe directement de l'évaluation des politiques familiales.

- Le **WP1** permettra de mesurer l'impact genrée sur les inégalités de longue période des politiques familiales et redistributives.
- Le **WP2** s'appuie directement sur l'évaluation de politiques locales. Avec un objectif de restructurer la structure horaire de l'accueil de la petite enfance, le département de la Seine-Saint-Denis a opéré un recensement des crèches selon leur couverture géographique.
- Le **WP3** permettra de mesurer des effets globaux sur l'accès aux services de garde d'enfants et les conséquences sur le marché du travail de la stratégie globale de garde d'enfants en France. En effet, celles-ci n'ont pas été homogènes dans l'espace ni le temps, mettant parfois plus de poids sur l'accueil en gardes collectifs avec prise en charge différenciée des coûts et modes de sélections complexes des enfants, ou parfois au contraire sur le subventionnement public de garde privées, voire individuelles.
- Le **WP4** doit permettre d'accroître les connaissances des décideurs publics quant aux politiques visant à réduire les inégalités de genre sur le marché du travail. Ceci est particulièrement important dans l'actualité italienne, où les principaux investissements publics sont actuellement évalués dans le cadre du fonds d'investissement européen pour le plan de relance.